



AES
architectures

CCAP

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

REHABILITATION D'UNE ANNEXE SCOLAIRE

Maître d'Ouvrage

MAIRIE DE THIVERVAL GRIGNON

Grande Rue
78850 Thiverval Grignon

Tél : 01.30.79.91.10
Fax : 01.30.79.91.11

Adresse des travaux

Rue Olivier de Serre
78850 Thiverval Grignon

Références cadastrales : section E n°101a

Architecte Maître d'Œuvre

AES ARCHITECTURES

28, avenue du 19 mars 1962 - 78370 Plaisir

Tél : 01.30.55.34.09
Fax : 01.30.81.66.14
Mail : aes.architectures@bbox.fr

Sommaire du CCAP

PREMIER CHAPITRE : LE MARCHÉ

ARTICLE 1 - DEFINITION DE L'OPERATION

ARTICLE 2 - OBJET ET CONSISTANCE DES TRAVAUX

ARTICLE 3 - PARTIES CONTRACTANTES ET PARTICIPANTES

DEUXIEME CHAPITRE : PARTIE ADMINISTRATIVE

ARTICLE. 4 - PIECES CONTRACTUELLES CONSTITUANT LE MARCHÉ

ARTICLE 5 - ORDRE DE PRESEANCE.

ARTICLE 6 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES.

ARTICLE 7 - PERIODE DE PREPARATION DES TRAVAUX.

ARTICLE 8 - COORDINATION.

ARTICLE 9 - RECEPTION, GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT, GARANTIE BIENNALE CONCERNANT LES ELEMENTS D'EQUIPEMENT. GARANTIE DECENNALE. ISOLATION PHONIQUE. OBLIGATION D'ASSURANCE.

ARTICLE 10 - MODIFICATION DES DOCUMENTS D'ORDRE GENERAL VISES A L'ARTICLE 4.

ARTICLE 11 - PROTECTION DES OUVRAGES

ARTICLE 11 - PROTECTION DES OUVRAGES

ARTICLE 13 - SOUS- TRAITANCE.

TROISIEME CHAPITRE : PARTIE FINANCIERE - REGLEMENT DES TRAVAUX

ARTICLE 14 - DEFINITION DU PRIX GLOBAL - BORDEREAU DE DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL

ARTICLE 15 - TRAVAUX MODIFICATIFS

ARTICLE 16 - ACOMPTE SUR APPROVISIONNEMENTS

ARTICLE 17 - AVANCES

ARTICLE 18 - RETENUE DE GARANTIE.

ARTICLE 19 - PAIEMENT DES TRAVAUX

ARTICLE 20 - DETERMINATION DU COUT DES TRAVAUX A EXECUTER PAR UN TIERS

ARTICLE 21 - COMPTABILITE DES TRAVAUX

ARTICLE 22 - VARIATION DANS LES PRIX EN FONCTION DES CONDITIONS ECONOMIQUES

QUATRIEME CHAPITRE

ARTICLE 23 - COMPOSITION DU DOSSIER CONTRACTUEL

ARTICLE 24 - QUALITE ET PROVENANCE DES MATERIAUX ET MATERIELS

ARTICLE 25 - OBLIGATIONS ASSUMÉES PAR L'ENTREPRENEUR

ARTICLE 26 - PRESENCE AU RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

ARTICLE 27 - GARANTIE.POLICE INDIVIDUELLE DE BASE.RESPONSABILITE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE.

ARTICLE 28 - CONTROLE TECHNIQUE DES TRAVAUX.

ARTICLE 29 - CLAUSES RESOLUTOIRE.SES-CONSEQUENCES.RESILIATION.

ARTICLE 30- RESILIATION AUX TORTS DE L'ENTREPRENEUR

ARTICLE 31 - AUGMENTATION ET DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX

ARTICLE 32 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Annexe : Modèle de situation

PREMIER CHAPITRE

Le marché

ARTICLE 1 - DEFINITION DE L'OPERATION

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières complète et précise en tant que besoin, les dispositions générales du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés passés suivant la Norme AFNOR P 03.001, à l'exclusion des clauses qui peuvent entrer en contradiction avec le présent document, celui-ci ayant priorité.

Les stipulations concernent les travaux de :

REHABILITATION D'UNE ANNEXE SCOLAIRE

Cet établissement devra impérativement être fonctionnel pour la rentrée scolaire qui aura lieu le **lundi 3 septembre 2018**.

Les travaux devront impérativement avoir lieu : **du mardi 10 juillet 2018 au vendredi 24 août 2018**

La préparation du chantier et la commande de matériel devra intervenir à la date de réception de l'Ordre de Service n°1.

Les travaux sont définis dans la série des plans établis par le Maître d'œuvre, ainsi que par le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P), dont l'entrepreneur déclare avoir pris connaissance. En aucun cas, il ne pourra prétendre à la méconnaissance d'un document, il lui appartient d'en demander la communication au Maître d'œuvre.

ARTICLE 2 - OBJET ET CONSISTANCE DES TRAVAUX

2 - 1 - TRAITEMENT DES TRAVAUX

Les candidats devront obligatoirement répondre à l'ensemble du marché. Les offres seront de type global forfaitaire et non révisable dans les conditions fixées au présent C.C.A.P.

Ces travaux seront obligatoirement traités en **Entreprise Générale**.

La Maîtrise de chantier et la gestion de chantier sont traitées de la manière suivante :

L'entreprise principale, titulaire du marché, assure :

- La Maîtrise de chantier (Pilotage, Coordination, Planification).
- La couverture du risque de défaillance d'une entreprise co - ou sous-traitante.

L'entreprise Générale sera responsable des travaux sous-traités, jusqu'à la fin des périodes des garanties contractuelles (biennale et décennale).

2.3 - PROCEDURE DE CONSULTATION ET DELAIS DE NOTIFICATION.

La consultation ouverte entre les entreprises générales est faite conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur par appel d'offres ouvert.

La notification du marché par le représentant légal du Maître d'Ouvrage sera faite à l'entreprise dans un délai de 30 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

ARTICLE 3 - PARTIES CONTRACTANTES ET PARTICIPANTES

3.1 - PARTIES CONTRACTANTES

MAIRIE DE THIVERVAL GRIGNON
Représentée par son maire, Mr Rémi Lucet
Grande Rue - 78850 Thiverval-Grignon
Tél : 01.30.79.91.10

Désigné dans les documents par l'expression : "**Le Maître de l'ouvrage**"
Et d'autre part,

L'Entrepreneur Général dont la soumission aura été approuvée pour valoir marché, désigné dans les documents par l'expression : "**L'Entrepreneur**"

3.2 - PARTIES PARTICIPANTES

Architecte Maître d'Oeuvre

AES ARCHITECTURES
Représentée par Sandrine CARNEIRO - architecte DPLG
28, avenue du 19 mars 1962 - 78370 Plaisir
Tél : 01.30.55.34.09

DEUXIEME CHAPITRE

Partie administrative

ARTICLE. 4 - PIECES CONTRACTUELLES CONSTITUANT LE MARCHE.

Pour tout ce qui n'est pas contraire aux clauses du présent document, l'entrepreneur est soumis à l'ensemble des documents ci-après qui constitue un tout et définit les conditions du marché, sans qu'il soit nécessaire de le rappeler dans le devis descriptif de chaque lot.

A - DOCUMENTS D'ORDRE GENERAL

1°) Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG), NFP 03-001 applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés

2°) Les Documents Techniques Unifiés (DTU) et normes applicables, édités et diffusés par l'association de normalisation (AFNOR), sont ceux dont le mois de prise d'effet figurant sur le présent document est antérieur de trois mois du lancement de la consultation. L'entrepreneur devra toutefois signaler au Maître de l'ouvrage toutes modifications des ces documents ayant pour conséquence une modification éventuelle des travaux.

3°) Tous les arrêtés et circulaires Administratives en vigueur et notamment les règlements de sécurité contre les risques d'incendie des bâtiments recevant du public.

B - DOCUMENTS CONSTITUANT LE MARCHE

1°) La lettre d'engagement ou soumission acceptée par le Maître d'Ouvrage.

2°) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

3°) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et plus généralement les documents qui définissent les conditions particulières d'exécution des ouvrages.

4°) La description de ces ouvrages par les plans, dessins descriptif et localisation.

ARTICLE 5 - ORDRE DE PRESEANCE.

1 - La lettre d'engagement ou soumission.

2 - L'ordre de service de commencement des travaux par l'entreprise.

3 - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)

4 - Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.). Pour les matières non traitées dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

5 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

6 - Documents donnant la description graphique des ouvrages par des plans et dessins.

7 - L'article 4 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

8 - Le devis quantitatif et estimatif des travaux ou bordereau de prix; ce document n'ayant de valeur contractuelle que pour l'établissement des situations mensuelles et l'évaluation des travaux supplémentaires qui ne pourront s'exécuter que sur ordre écrit du Maître de l'ouvrage.

GENERALITE

En cas de contradiction entre deux ou plusieurs plans, les plans dressés, à la plus grande échelle auront la priorité. Dans le cas de non-concordance entre deux ou plusieurs plans ou documents graphiques pouvant donner lieu à interprétation, c'est le document le plus contraignant qui primera, l'appréciation en revient d'autorité au Maître d'œuvre.

ARTICLE 6 - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES.**6.1 - CALENDRIER D'EXECUTION DES TRAVAUX**

Le délai global d'exécution des travaux tous corps d'état est fixé à **7 SEMAINES maximum** y compris la période de préparation et les périodes de congés payés (juillet, août, septembre), **du mardi 10 juillet 2018 au vendredi 24 août 2018**. Ce délai n'inclue pas les délais de commandes du matériel et la phase préparatoire du chantier qui devront avoir lieu à partir de la date de réception de l'ordre de service n°01. Ainsi, **la commande des matériaux nécessaires à l'exécution du présent marché devra impérativement être réalisée avant la date du 10 juillet 2018, avec suffisamment d'antécédence pour le démarrage des travaux au 10 juillet 2018.**

Il est précisé que le délai pourra être réduit au choix des entreprises en fonction des critères ou solutions techniques propres à chacune d'elles et soumis au préalable au choix du Maître d'œuvre et approbation par le Maître de l'ouvrage.

6.2 - PROLONGATION DES DELAIS

A partir du moment où le calendrier d'exécution a été mis au point, aucune prolongation de délai, autre que celle afférente aux intempéries ou cas de force majeure au sens de l'article 1148 du Code Civil, ne pourra être accordée par le Maître d'Ouvrage sans une demande expresse formulée, par lettre recommandée au Maître d'Ouvrage dans un délai de dix (10) jours au plus après l'événement motivant la demande de prolongation.

Le planning tient toujours compte du temps des fêtes légales. Un délai supplémentaire ne peut être accordé, pour intempéries que pour les jours ayant fait l'objet d'une participation aux salaires d'une caisse de congés payés, il appartient donc à l'entrepreneur de fournir toute attestation justificative.

NOTA

Le délai est prolongé de la durée des empêchements de force majeure, des jours fériés ou chômés inhabituels, des jours de grève générale de la profession ou des corps d'état dont les travaux de la profession dépendent du lieu d'exécution des travaux à l'exclusion des jours de grève propres à l'entreprise en particulier.

6.3 - PLANNING GENERAL DES LIVRAISONS

Le planning détaillé des livraisons figurera sur le calendrier d'exécution. Le planning d'exécution doit être fourni par l'entrepreneur après l'attribution des marchés et au plus une semaine avant la commande du matériel.

6.4 - PENALITES POUR RETARD PARTIEL EN COURS D'EXECUTION

En cas de retard au cours de l'exécution des tâches partielles qui mettrait en cause le respect du planning, notamment pour le commencement des travaux d'un autre corps d'état, les pénalités seront provisoirement appliquées pour les sommes définies au paragraphe 6.5 ci-après, sous la forme de retenue sur les situations de l'entrepreneur défaillant.

Ces retenues seront débloquées lorsque le retard sera résorbé. Elles resteront acquises dans le cas contraire, sans double emploi avec les pénalités du paragraphe 6.5 ci-après.

6.5 - PENALITES DEFINITIVES POUR RETARD DANS LE COMMENCEMENT OU L'ACHEVEMENT DES OUVRAGES

Au cas où l'entreprise défaillante ne prendrait pas les dispositions nécessaires pour récupérer le retard dans les 3 jours qui suivent une mise en demeure préalable par un constat porté au compte-rendu du chantier, sur simple confrontation de la date d'expiration du délai contractuel de travaux d'une certaine partie du travail.

En cas de retard dans le commencement ou l'achèvement des ouvrages, le Maître de l'ouvrage appliquera de plein droit des pénalités de retard calculées comme suit;

6.5.1 - Cas d'entreprises en lots séparés

Les pénalités seront de 1/1000 du montant du marché de chaque corps d'état dans le cas de marchés séparés, auquel le retard est imputable, et cela par jour de retard.

6.5.2 - Cas d'entreprises générales ou groupées

Les pénalités seront calculées sur la base de 1/1000 du montant du marché par jour de retard. Ces pénalités seront retenues globalement à l'entreprise générale ou Mandataire commun. Les dates de commencement ou d'achèvement partiel qui tiendront lieu de dates de départ pour le calcul des pénalités, sont celles qui sont prévues sur le calendrier d'exécution.

Ces pénalités seront réparties entre les entrepreneurs ayant causé le retard proportionnellement au nombre de jours qui leur seraient imputables. Il n'est pas prévu de bonification pour avance du délai de livraison. Il est spécifié qu'en dehors des pénalités applicables pour retard, les entrepreneurs responsables verront leurs situations mensuelles révisées à la date normale d'exécution précisée par le planning des travaux.

Si la somme des pénalités produites par l'application des paragraphes ci-dessus se révélait insuffisante pour réparer les préjudices réellement subis par le Maître d'Ouvrage ou ses ayant droits, cette somme serait augmentée jusqu'à ce qu'elle couvre complètement l'indemnité à verser en réparation des préjudices.

Le montant des préjudices sera déterminé soit à l'amiable par les parties en cause, soit par expertise amiable, soit par expertise judiciaire, dans le cas où les parties ne pourraient trouver un accord amiable.

En outre, sera à la charge du ou des entrepreneurs responsables du retard, la différence entre les revalorisations (tous corps d'état) calculées à la date d'exécution et celles qui auraient été dues si le planning avait été respecté, ceci sans limitation de valeur, y compris la différence due aux intempéries affectent les corps d'état n'ayant pu respecter leur date d'intervention antérieure à ces intempéries.

6.6 - RETENUES PROVISOIRES POUR MALFAÇONS

Dans le cas de mauvaise exécution des ouvrages donnant lieu à un refus des travaux par le Maître d'œuvre ou par le Maître d'Ouvrage, des retenues provisoires égales à la valeur à leur date normale d'exécution des travaux, seront appliquées de plein droit par le Maître d'Ouvrage.

6.7 – PENALITES POUR REPRISES NON EFFECTUEES DANS LES DELAIS

En complément des mesures indiquées à l'article 9 ci-après, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, dans l'éventualité où les comptes des entrepreneurs ne sont pas soldés d'appliquer des pénalités de retard sur les bases de l'article 6.5, si les reprises signalées lors de la réception des travaux, non pas été levées dans les délais indiqués à l'article 9.2.

ARTICLE 7 - PERIODE DE PREPARATION DES TRAVAUX.

Il est prévu une période de préparation qui prendra fin après la date de la signature du marché. Durant cette période, l'entrepreneur devra établir et soumettre à l'approbation du Maître d'Œuvre, les plans complémentaires de détail d'exécution et les mises au point de tous les éléments d'intervention communs sur le chantier, indispensables au démarrage et à poursuite normale des travaux:

- Notes de calcul complémentaire selon étude entreprise.
- Dates d'interventions.
- Méthodes d'exécution des ouvrages.
- Réservation des passages etc.
- Installation de chantier.
- Le plan d'hygiène et sécurité ; PPSPS ; PGC.
- Son planning prévisionnel.

La période de préparation est incluse dans le délai global.

ARTICLE 8 - COORDINATION.

Chaque entrepreneur ne doit rien faire qui puisse compromettre la coordination de l'ensemble des travaux exécutés par les différents corps d'état, ni apporter d'empêchement ou de gêne à la surveillance d'ensemble que doit exercer le Maître d'œuvre.

ARTICLE 9 - RECEPTION, GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT, GARANTIE BIENNALE CONCERNANT LES ELEMENTS D'EQUIPEMENT. GARANTIE DECENNALE. ISOLATION PHONIQUE. OBLIGATION D'ASSURANCE

La réception est l'acte par le quel le Maître d'Ouvrage déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserve. Elle intervient à la date précisée au planning des travaux et à la demande de la partie la plus diligente, soit à l'amiable, soit à défaut judiciairement.

Elle est en tout état de cause prononcée contradictoirement.

Une pré réception aura lieu 15 jours avant la date de la réception.

La réception marquera le point de départ des garanties et de la prescription de la présomption de responsabilité établies par le Code Civil.

9.1 - GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

L'entrepreneur est tenu, pendant un délai d'un an à compter de la réception, à la garantie de parfait achèvement. Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le Maître d'Ouvrage soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite postérieurement à la réception.

Seront également à la charge de l'entrepreneur, tous les travaux des autres corps d'état consécutifs à la remise en état des ouvrages ayant nécessité réparation, qui de ce fait, directement ou indirectement auraient été détériorés, pour obtenir une finition semblable à celle de la réception des travaux.

Le délai nécessaire à l'exécution des travaux est fixé à 21 jours à compter de la notification faite par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre à l'entrepreneur concerné.

En cas d'inexécution dans ce délai, les travaux pourront, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse, être exécutés aux frais et risque de l'entrepreneur défaillant, après un délai de 30 jours.

L'exécution des travaux exigés au titre de la garantie de parfait achèvement est constatée d'un commun accord ou, à défaut, judiciairement.

La garantie ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure normale ou de l'usage.

9.2 - GARANTIE BIENNALE CONCERNANT LES ELEMENTS D'EQUIPEMENT

A compter de la réception et conformément à l'article 1792-3 du Code Civil, les éléments d'équipement font, de la part de l'entrepreneur, l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une durée de deux ans.

En outre, l'entrepreneur fera bénéficier le Maître d'Ouvrage des garanties des fournisseurs qui excéderaient cette durée.

9.3 - GARANTIE DECENNALE

L'entrepreneur est responsable de plein droit envers le Maître d'Ouvrage des dommages, même résultant d'un vice du sol qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui, affectant l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement le rendent impropre à sa destination.

L'entrepreneur est déchargé de ses responsabilités ou garanties après dix (10) ans à compter de la réception.

Cette présomption de responsabilité s'étend également aux dommages qui affectent la solidité des éléments d'équipement d'un bâtiment mais seulement lorsque ceux-ci font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

Un élément d'équipement est considéré comme tel lorsque sa dépose, son démontage ou son remplacement ne peut s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de la matière de cet ouvrage.

9.4 - ISOLATION PHONIQUE

Conformément à la NOUVELLE REGLEMENTATION ACOUSTIQUE, les pièces contractuelles du présent marché sont réputées contenir toutes les prescriptions légales ou réglementaires relatives aux exigences minimales requises en matière d'isolation phonique.

9.5 - OBLIGATION D'ASSURANCE

L'entrepreneur dont la responsabilité peut être engagée en vertu des garanties légales rappelées ci-dessus doit être couvert par une assurance en conformité avec la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 et ses textes d'application.

Il devra être en mesure de pouvoir le justifier avant l'ouverture du chantier.

Le contrat d'assurance devra comporter une clause assurant le maintien de la garantie pour la durée de la responsabilité.

Il doit garantir le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre contre tous recours, au cas où leur responsabilité serait du fait de l'inobservation par lui de l'une quelconque de ces obligations.

A cet effet, l'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de souscrire une P.U.C.

ARTICLE 10 - MODIFICATION DES DOCUMENTS D'ORDRE GENERAL VISES A L'ARTICLE 4

Si au cours de la réalisation des travaux, l'évolution des textes des documents d'ordre général devenait applicable aux travaux du présent marché, il sera fait obligation aux entreprises de porter le fait à la connaissance du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage et de présenter toutes les mesures nécessaires à son application, accompagné si nécessaire des devis de travaux en plus ou en moins à réaliser.

ARTICLE 11 - PROTECTION DES OUVRAGES

11.1 - DETERIORATION D'OUVRAGES EXISTANTS

Il est précisé que si lors de la prise de possession du chantier par l'entrepreneur de bâtiment, les chaussées sont réalisées en totalité ou en partie, il sera procédé, avant le démarrage des travaux de bâtiment, à une réception des ouvrages existants en présence du Maître d'Ouvrage et des entreprises.

A défaut, les ouvrages existants seront considérés en parfait état et devront être restitués tels que, en fin de travaux.

Après exécution des travaux de bâtiment, les mêmes personnes se réuniront à nouveau pour évaluer les dégradations éventuelles causées aux voiries. Le coût de la remise en état sera supporté par les entrepreneurs de bâtiment, par le biais du compte prorata, si les responsables ne sont pas identifiés.

En aucun cas, les eaux de lavage des bétonnières de chantier ne pourront être dirigées vers les réseaux d'égout.

Tout manquement à cette disposition entraînera le nettoyage du réseau d'égout à la charge de l'entrepreneur de Gros œuvre.

Le nettoyage pourra être demandé à l'entreprise de Gros Œuvre, à la diligence du Maître d'œuvre.

Il en sera de même pour les voiries.

Le Maître d'Ouvrage ne saurait en aucun cas être inquiété pour les dommages que subiraient les ouvrages voisins des travaux du présent marché, les entrepreneurs devant prendre toutes les précautions utiles pour éviter de tels dommages.

11.2 –PROTECTION DES OUVRAGES CONTRE LES RISQUES DE VOL ET DE DETOURNEMENT

Jusqu'à la réception des travaux, l'entrepreneur doit protéger ses matériaux et ses ouvrages, existants ou à créer, contre les risques de vol et de détournement.

11.3 PROTECTION DES OUVRAGES CONTRE LES RISQUES DE DETERIORATION

De même, l'entrepreneur doit protéger ses ouvrages contre les risques de détérioration.

De plus, pendant l'exécution de ses propres travaux, il doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux matériaux ou ouvrages des autres entrepreneurs. Il est responsable des conséquences pouvant résulter des infractions à ces obligations.

ARTICLE 12 - POINTS DIVERS

12.1 - SURVEILLANCE DU CHANTIER

L'entrepreneur auquel il incombera la surveillance du chantier, ainsi que son hygiène et sa sécurité, est l'entrepreneur de Gros-Œuvre. Cet entrepreneur est également chargé de faire les avances, pour l'eau, l'électricité, le téléphone, l'air comprimé, les baraques de chantier, l'échafaudage de pied périphérique, les protections, les démarches administratives et tous frais annexes.

12.2 - COMPTE PRORATA

SANS OBJET POUR LE PRESENT MARCHE

12.3 - EVACUATION DES DEBLAIS. GRAVOIS DE STRUCTURE DECHETS ET EMBALLAGES

SANS OBJET POUR LE PRESENT MARCHE

12.4 - REGLEMENT DU COMPTE PRORATA

SANS OBJET POUR LE PRESENT MARCHE

12.5 - HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER,

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène, la sécurité des travailleurs, la sécurité publique et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de Police, de Voirie ou autres.

L'entreprise de gros œuvre maintiendra en place un échafaudage de pied selon indication du coordinateur de sécurité jusqu'à la fin de la couverture et des menuiseries extérieures

Spécialement, il doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'il utilise sur le chantier.

Responsabilité vis à vis des ouvriers et des tiers,

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur le chantier à l'effet d'éviter tous accidents aux ouvriers travaillant sur ledit chantier, à quelques corps d'état qu'il soit rattaché ainsi qu'aux personnes employées à un titre quelconque sur le chantier et à celles qui seraient étrangères à celui-ci.

Chaque entrepreneur est responsable de tous les accidents ou dommages qu'une faute dans l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peuvent causer à toutes personnes généralement quelconque.

Il s'engage à éventuellement garantir le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre contre tous recours qui pourrait être exercé contre eux du fait de l'inobservation par lui de l'une quelconque de ses obligations.

ARTICLE 13 - SOUS- TRAITANCE.

Sauf accord préalable du Maître d'Ouvrage, il est formellement interdit de sous-traiter sous peine de l'application de la clause de résiliation aux torts de l'entrepreneur- Article 32 ci-après.

L'entrepreneur qui sous-traitera conservera la totale responsabilité de l'ouvrage exécuté, il produira néanmoins les Qualifications et Assurances de son sous-traitant. L'entreprise principale titulaire du marché devra obtenir l'agrément du Maître d'Ouvrage pour faire intervenir un sous-traitant.

Dans ce cas, l'entreprise principale titulaire du marché fournira au Maître d'Ouvrage l'ensemble des documents nécessaires à l'examen de la candidature de son sous-traitant (se reporter au Règlement de Consultation du présent DCE, chapitre 10.1 et 10.2).

TROISIEME CHAPITRE

Partie financière - Règlement des travaux

ARTICLE 14 - DEFINITION DU PRIX GLOBAL - BORDEREAU DE DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL

Le prix global souscrit comprend, de convention expresse, l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation complète des ouvrages tels qu'ils sont définis par les plans et devis descriptif. L'entrepreneur pourra se rendre compte sur place de la disposition des lieux des conditions d'exécution, et incorporera dans son prix tous les ouvrages accessoires indispensables à l'achèvement des ouvrages dans les règles de l'art.

L'entrepreneur déclarera avoir une parfaite connaissance de la limite des prestations de chacun des lots concourant à la construction. Il ne pourra se prévaloir après sa remise de prix, d'erreurs, d'omissions, ou de contradictions dans les pièces écrites ou graphiques du marché, pour obtenir une augmentation de son prix.

Les prix seront établis valeur : Condition du marché. Valeur : DECEMBRE 2017

Les travaux seront réglés au prix ferme, global, forfaitaire et définitif indiqué dans l'offre de prix acceptée.

Ce prix sera augmenté ou diminué des travaux exécutés en plus ou en moins sur ordres de service écrits, signés par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre, postérieurs à la notification du marché. En annexe de son offre de prix, l'entrepreneur devra produire les documents suivant en trois exemplaires :

- a) L'acte d'engagement ou soumission.
- b) Un bordereau de décomposition du prix global, sous forme d'un devis quantitatif et estimatif détaillé, donnant la décomposition du prix global forfaitaire.

Ce devis servira de bordereau de prix en ce qui concerne l'établissement des situations et pour le règlement des travaux modificatifs ordonnés en cours d'exécution d'autre part. Ce bordereau sera établi Hors Taxes, la T.V.A étant reprise en fin de bordereau.

Ce document sera établi à partir du texte du devis descriptif de chaque lot d'ouvrage. Seuls les prix unitaires seront contractuels et serviront de base de calcul des travaux modificatifs éventuels. Les erreurs relevées en cours d'exécution sur, les quantités ou les prix de ce document ne peuvent conduire en aucun cas à une modification du prix global porté sur la soumission et au marché de travaux.

ARTICLE 15 - TRAVAUX MODIFICATIFS

Les modifications du prix global feront l'objet d'avenants chiffrés après acceptation des devis vérifiés par le Maître d'œuvre, acceptés par le Maître d'Ouvrage et notifications par ordres des service.

Les travaux visés ci-avant seront réglés ainsi qu'il est indiqué ci-après;

- a) S'ils concordent avec des ouvrages portés sur le bordereau de ventilation du prix global, formant bordereau de prix au moyen des prix unitaires figurant sur ce document base marché.
- b) Pour les travaux modificatifs qui ne seraient pas assimilables à des ouvrages portés au bordereau, ceux-ci feront l'objet de devis et traités de gré à gré entre l'entrepreneur et le Maître d'ouvrage.
Leur valeur de référence sera la date de la remise du devis.

Les travaux en moins seront toujours évalués en prix initial du marché et déduits du prix global. Tous les travaux supplémentaires exécutés sans ordre de service donneront lieu au refus pur et simple desdits travaux quant à leur règlement.

ARTICLE 16 - ACOMPTE SUR APPROVISIONNEMENTS

Il ne sera pas payé d'acompte sur approvisionnements.

ARTICLE 17 - AVANCES

Il ne sera pas accordé d'avance.

ARTICLE 18 - RETENUE DE GARANTIE.

Les travaux seront réglés conformément aux dispositions prévues par la loi n°71 584 du 16 juillet 1971, modifiée par la loi 72166 du 23 décembre 1962, à savoir

- A concurrence de 95% de leur montant en cours de travaux dans les conditions déterminées à l'article 20 ci-après.
- A concurrence du solde, soit 5% conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi susvisée.

Dans le cas de caution, celle-ci sera obligatoirement présentée au plus tard avec la 1ère situation de travaux. Elle ne sera plus acceptée après. Elle ne pourra être levée qu'après un délai d'un an à compter de la réception des travaux.

ARTICLE 19 - PAIEMENT DES TRAVAUX

Le paiement sera effectué par acomptes mensuels, d'après les situations mensuelles présentées par l'entrepreneur, vérifiées et arrêtées par le Maître d'œuvre.

Le règlement des situations de travaux d'un mois donné sera effectué par le Maître d'Ouvrage de la manière suivante : par traite à 60 jours le 10 du mois suivant.

La vérification et le paiement d'un acompte sur situation ne signifient pas l'acceptation définitive des travaux concernés, et ne peuvent jamais être opposés à la vérification définitive des mémoires.

ARTICLE 20 - DETERMINATION DU COUT DES TRAVAUX A EXECUTER PAR UN TIERS

Dans tous les cas où, par suite de malfaçons constatées ou défaillance de l'entrepreneur, des travaux seraient à exécuter soit en réparation, soit pour terminer les ouvrages prévus au marché, ils seront chiffrés sur la base de la Série des Prix établis par l'Académie d'Architecture, sans rabais, avec application des coefficients du jour où ils devront être exécutés plus une majoration de dix pour cent, pour tenir compte des aléas.

ARTICLE 21 - COMPTABILITE DES TRAVAUX

1 - COMPTABILITE MENSUELLE

Les situations de travaux seront remises au Maître d'œuvre le 25 de chaque mois au plus tard, en trois exemplaires, et devront tenir compte des travaux arrêtés, réellement exécutés à la fin du mois considéré. Elles seront libellées au nom de la Société Maître d'Ouvrage, être numérotées, indiquer le numéro du lot et sa dénomination, indiquer la période d'exécution.

La situation sera établie Hors taxes, la taxe étant figurée en fin de situation et comprendra :

- La situation de travaux proprement dite.
- Eventuellement l'état des travaux exécutés sur ordre de service

Les situations de travaux pour paiement d'acompte et de solde, tant sur la base du forfait et tous les documents comptables, seront établies uniquement sur la base du modèle joint.

2 - MODIFICATION DU MARCHÉ EN COURS DE TRAVAUX

Dans le cas de modification demandée par le Maître d'Ouvrage, l'entrepreneur devra établir le devis estimatif des travaux modificatifs.

Les situations sur travaux supplémentaires ne peuvent être payées à l'entrepreneur qu'après signature de l'avenant; il est de l'intérêt des parties de régulariser les avenants dans les délais les plus courts.

3 - REMISE DES COMPTES DÉFINITIFS

Le compte définitif des travaux exécutés par l'entrepreneur devra être remis au Maître d'Ouvrage dans un délai de deux mois (2) à dater du jour du rendez-vous de chantier destiné à procéder à la réception des ouvrages, que la réception soit prononcée ou non prononcée.

Une pénalité de 50,00 € par jour de retard dans la présentation de décompte sera déduite automatiquement.

Le dossier de compte définitif sera composé des documents suivants;

- Rappel des travaux du marché et des avenants, le cas échéant.
- Les travaux non exécutés.
- Le mémoire des travaux supplémentaires accompagnés des ordres de service et des attachements.
- L'état des acomptes reçus.

Le décompte définitif devra faire apparaître l'incidence de la T.V.A sur le coût des travaux en règlement définitif.

4 - LE DECOMPTE DÉFINITIF

Ne sera soldé que sur productions par l'entrepreneur de la fourniture de tous les plans de recollement, fiches techniques etc.

ARTICLE 22 - VARIATION DANS LES PRIX EN FONCTION DES CONDITIONS ÉCONOMIQUES

a) Actualisation

SANS OBJET

b) Révision des prix en cours de travaux

Il n'est pas prévu de révision de prix, les marchés sont traités à prix ferme global, définitif et non révisable.

c) les prix du marché

Les prix du marché sont réputés tenir compte de toutes les circonstances de l'implantation, des particularités du projet et rémunèrent l'entrepreneur de tous ses débours, charges et obligations, ainsi que celle des dépenses d'intérêt commun mises à sa charge par le descriptif de son lot ou par le jeu des articles 12. En sorte que la rémunération de l'entrepreneur pour l'exécution des travaux formant l'objet défini du marché, ne subira aucune variation.

d) Variations des charges légales

Sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, les variations éventuelles de TVA ou taxes similaires liées à la facturation qui ne sont pas prises en compte par la formule de variation de prix, font l'objet d'un état comparatif faisant apparaître les dépenses supplémentaires ou les économies qui en résultent ; Celle-ci, selon le cas seront ajoutées ou déduites du montant du règlement.

QUATRIEME CHAPITRE

Les travaux

ARTICLE 23 - COMPOSITION DU DOSSIER CONTRACTUEL

Le dossier contractuel comprend la totalité des pièces décrites à l'article 4 ci-avant dont seuls les documents du paragraphe B de cet article font l'objet d'une édition signée par les parties.

ARTICLE 24 - QUALITE ET PROVENANCE DES MATERIAUX ET MATERIELS

Sauf spécifications particulières inscrites au devis descriptif, tous les matériaux et appareils entrant dans la réalisation des ouvrages devront satisfaire aux conditions et spécifications imposées par les normes AFNOR et par la CPTG, même lorsque ces documents ne seront pas expressément rappelés dans le texte du devis descriptif.

Tous les matériaux et fournitures de toutes natures seront de première qualité.

Avant la mise en œuvre ou la mise en fabrication, l'entrepreneur devra soumettre à l'agrément du Maître d'œuvre ou à son représentant, tous les échantillons ou modèles entrant dans la composition des ouvrages, un échantillon sera déposé au bureau de chantier, ainsi que les certificats d'essais ou d'agrément.

L'entrepreneur ne pourra prétendre à aucun délai ou indemnité à la suite du refus, temporaire ou définitif, d'un lot ou d'un type de matériel ou fourniture, par le Maître d'œuvre.

Les spécifications particulières à certains matériaux ou fournitures seront précisées aux articles concernant les travaux correspondants.

Sauf indication contraire, ces spécifications demeureront valables pour tout emploi desdits matériaux dans le cadre du marché ou ses avenants éventuels

Spécifications de matériaux, produits ou fabricants

Le dossier technique indique la composition de chaque nature d'ouvrage et fait état des matériaux, produits et fabrication nommément désignés.

Les entrepreneurs ont toujours la faculté de proposer des matériaux, produits ou fabrications équivalentes, à la condition que les articles proposés en remplacement de ceux prévus dans le dossier technique, soient de même qualité, de même durabilité et d'un aspect très voisin.

Il est cependant spécifié que l'appréciation de la similitude des matériaux, produits et fabrications de remplacement, revient au Maître d'œuvre, avec l'accord du Maître d'Ouvrage, et qu'en tout état de cause, les entrepreneurs seront toujours tenus d'exécuter les ouvrages selon les spécifications techniques indiquées dans le dossier, l'offre étant réputée avoir été faite dans cette hypothèse.

Mise en œuvre

Tous les travaux du marché seront réalisés et mis en œuvre suivant les instructions portées dans les D.T.U., sauf dérogation écrite du Maître d'œuvre, approuvée par le Maître d'Ouvrage.

Les limites de prestations de chaque corps d'état sont en principe définies par le devis descriptif des ouvrages.

ARTICLE 25 - OBLIGATIONS ASSUMÉES PAR L'ENTREPRENEUR

a) Les ouvrages à exécuter sont définis par les pièces dessinées, plans, coupes, façades, dessins de détails, et le devis descriptif. L'ensemble de ces documents constitue un tout qui définit la prestation. S'il y a lieu, conformément au CCTP, l'entrepreneur aura à sa charge la réalisation de plans d'exécutions

Une omission sur un dessin ou dans un devis descriptif n'aura pas pour effet de soustraire l'entrepreneur à l'obligation d'exécuter les ouvrages, tels qu'ils sont soit dessinés, soit décrits, pour le montant global inscrit au marché, afin de les livrer en parfait état d'habitabilité au Maître d'Ouvrage.

b) Sauf exception mentionnée dans le devis descriptif, le fait pour l'entrepreneur de devoir, soit la pose, soit l'installation d'un appareil ou d'un matériel implique obligatoirement la fourniture et la pose de cet appareil ou de ce matériau.

c) Il appartiendra aux soumissionnaires, au cours de l'étude détaillée qu'ils feront en vue de l'établissement de leur offre, de signaler le cas échéant au Maître d'œuvre, les omissions, les imprécisions et les contradictions qu'il auraient pu relever dans les documents qui leur auront été remis, et de demander les éclaircissements nécessaires. Les documents du marché sont donc réputés en avoir tenu compte.

d) Les entrepreneurs ne pourront, en conséquence, se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du marché, pour refuser l'exécution des travaux nécessaires au complet achèvement du bâtiment, des installations techniques et des viabilités, suivant les règles de l'art, et selon les précisions données sur les plans et devis descriptif, ou prétendre ultérieurement à un supplément au prix global souscrit.

e) Au cas où certaines dispositions des dessins et devis descriptif prêteraient à interprétation la solution adoptée devra être conforme aux règles de la bonne construction, et être approuvée par le Maître d'œuvre, elles n'entraîneront pas de modifications aux prix souscrits.

f) Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur est tenu de vérifier sous sa responsabilité, les cotes et niveaux figurants sur les plans, dessins et croquis. Sous réserve de cette vérification et des modifications de détail qui pourraient éventuellement recevoir l'agrément de l'Architecte, l'entrepreneur est tenu de se conformer aux plans d'ensemble

g) Au cours de l'exécution des travaux, tous les dessins, croquis études ou échantillons qui sont à soumettre à l'agrément du Maître d'Ouvrage, soit au Maître d'œuvre, devront être présentés en temps opportun pour qu'ils puissent être examinés sans apporter de retard dans la poursuite normale des travaux.

h) La vérification et la mise au point des documents présentés par l'entrepreneur laisseront entière la responsabilité du titulaire du marché. La vérification et l'acceptation de ces documents auront pour seul objet de constater qu'ils ne sont pas contraires aux prescriptions de devis descriptif et des dessins.

i) Si au cours de l'exécution d'un ouvrage entrant dans le cadre du devis descriptif, l'entrepreneur met en œuvre un procédé breveté, il fera son affaire personnelle des autorisations et sa responsabilité sera seule engagée vis-à-vis de l'auteur, tant civilement que pécuniairement.

j) Il appartiendra à l'entrepreneur titulaire du marché, de se mettre en rapport avec les services publics et de demander éventuellement toutes les autorisations nécessaires pour l'exécution des travaux de branchement sur les réseaux urbains et raccordements aux voiries.

k) Il appartiendra à l'entrepreneur du lot Gros Œuvre de prendre tous les renseignements sur la composition des terrains où sont exécutés les travaux. En aucun cas, il ne pourra se prévaloir de travaux supplémentaires à la suite d'impondérables; le marché étant conclu à prix global et forfaitaire.

l) Il appartiendra également à l'entrepreneur du lot de prendre toutes les dispositions sur le chantier en vue d'assumer l'entière sécurité des occupants et visiteurs du chantier.

m) Les entrepreneurs sont tenus de réaliser à leurs frais, les essais sur le chantier au fur et à mesure de l'exécution des travaux, ce à la demande du Maître d'œuvre ou du Bureau de Contrôle. Ils auront à leur charge les démarches et frais concernant tous certificats, type consuels etc. nécessaires à la viabilité du bâtiment.

Essais COPREC

- CHAUFFAGE
- ELECTRIQUE
- PLOMBERIE
- RESEAU ALIMENTATION EAU
- RESEAU EVACUATION
- VENTILATION MECANIQUE
- DISTRIBUTION COLLECTIVE D'ANTENNES DE TELEVISION

n) Les entrepreneurs ont à leur charge tous les frais relatifs aux échafaudages, manutentions horizontales et verticales des matériels et matériaux, stockage et destockage, installations et démontage d'aires et de volumes de préfabrication ou entrepôts. Les matériels entreposés sur le chantier restent sous la seule responsabilité de l'entreprise tant pour les dégradations, vols etc. que pour les préjudices qui pourraient découler de leur présence sur le chantier subis tant par le Maître de l'ouvrage que par les autres tiers ou entrepreneurs. Seront à leur charge les frais de branchement provisoires et définitifs par spécialité. Le branchement d'égout incombant au lot VRD

o) Les entrepreneurs conservent l'entière responsabilité des travaux exécutés jusqu'à la réception. Il appartient à chacun d'eux d'assurer la protection de leurs ouvrages ou des ouvrages déjà réalisés d'un corps d'état lors de l'exécution de leurs propres travaux. En aucun cas, le Maître de l'ouvrage ne sera concerné par le remplacement d'un ouvrage détérioré en cours de travaux.

p) Sécurité : L'entrepreneur des travaux préliminaires est responsable de la mise en place et du maintien des dispositifs de sécurité. Les entrepreneurs ayant à intervenir là où sont installés les dispositifs de sécurité, les feront déposer par le Gros Œuvre sous condition que leurs ouvrages ne se substituent à ces dispositifs. Il appartient alors à l'entrepreneur de maintenir ou de remettre en état les dispositifs, si ceux-ci doivent être momentanément enlevés pour permettre une intervention. En aucun cas la responsabilité du Maître d'ouvrage ne saurait être recherchée à ce sujet.

ARTICLE 26 - PRESENCE AU RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Le rendez-vous de chantier sera hebdomadaire, le jour sera fixé par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre dès le début des travaux et porté à la connaissance de tous les entrepreneurs par la diffusion du premier compte-rendu de rendez-vous de chantier

Sur l'initiative du Maître d'œuvre, des réunions exceptionnelles pourront être organisées en complément du rendez-vous hebdomadaire. En vue d'assurer une parfaite coordination des ouvrages, il est indispensable que les entrepreneurs soient valablement représentés à chaque rendez-vous de chantier, cette présence est obligatoire pour les entrepreneurs dont les travaux sont en cours, et pour ceux convoqués soit par lettre ou fax, soit par mention dans le compte-rendu de rendez-vous de chantier.

Tout entrepreneur dont les travaux sont en cours ou dûment convoqué, absent à un rendez-vous de chantier, sera pénalisé d'une somme de 100,00 € et de 50,00 € pour retard supérieur à 30 minutes, automatiquement retenue sur situation au profit du Maître d'ouvrage.

ARTICLE 27 - GARANTIE.POLICE INDIVIDUELLE DE BASE.RESPONSABILITE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE.

Tous les entrepreneurs participant aux travaux devront justifier avant signature du marché qu'ils sont titulaires;

- D'une police d'assurance couvrant les responsabilités qui peuvent leur incomber la loi relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

- D'une police d'assurance individuelle de responsabilité civile de chef d'entreprise et d'une police d'assurance des véhicules automobiles, polices destinées à couvrir en cours de travaux et pendant la période décennale, les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature causés aux tiers du fait de leur activité sur le chantier.

- De la qualification professionnelle des entrepreneurs par la production d'un certificat en cours de validité émanant de l'organisme de qualification professionnelle auquel appartient l'entrepreneur. Il est rappelé que la qualification professionnelle des entrepreneurs a fait l'objet d'un document publié, par l'organisme Professionnel de Qualification et de Classification du bâtiment et des activités annexes.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de souscrire une P.U.C., l'entreprise prendra connaissance des Clauses d'Assurances.

ARTICLE 28 - CONTROLE TECHNIQUE DES TRAVAUX.

SANS OBJET POUR LE PRESENT MARCHÉ

ARTICLE 29 - CLAUSES RESOLUTOIRE.SES-CONSEQUENCES.RESILIATION.

En cas de mise en règlement judiciaire ou de déclaration de faillite d'un entrepreneur et dans le cas où l'entrepreneur n'aurait pas souscrit les polices d'assurance visées à l'article 26, le marché sera résilié de plein droit si le Maître d'Ouvrage le demande au plus tard dans le délai d'un mois à compter du jour où il aura eu connaissance par lettre recommandée, émanant de l'entrepreneur lui même, du syndic, ou du liquidateur judiciaire. Cette notification de résiliation sera faite par simple lettre recommandée avec accusé de réception.

Si cette résiliation se produit, l'entrepreneur sera redevable envers le Maître d'Ouvrage d'une indemnité à titre de dommages et intérêts égale à quinze pour cent (15%) du montant du marché de base, pour tenir compte que le choix de l'entrepreneur avait été arrêté en raison des garanties offertes pour la bonne exécution du marché. Cette indemnité se cumulera avec les pénalités éventuellement dues et prévues à l'article 6 ci-dessus; le tout se compensera de plein droit avec toutes sommes pouvant rester dues par le Maître d'Ouvrage à l'entrepreneur défaillant au titre de l'exécution du marché.

D'autre part, il sera procédé, sur la demande de la partie la plus diligente, à la désignation d'un expert par simple ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance de PARIS. Cet expert aura pour mission de déterminer dans un délai d'un mois à compter du jour où il l'aura accepté, le montant des travaux restant à exécuter, compte tenu des reprises et des malfaçons éventuelles. Son appréciation sera souveraine, les parties renonçant dès à présent à toutes discussions et voie de recours, même en cassation.

Les travaux restant à exécuter seront estimés par l'expert, eu égard aux conditions auxquelles le Maître d'Ouvrage pourra traiter à cette date, compte tenu des conditions économiques et autres, et non pas par ventilation du montant du marché.

Le montant des travaux exécutés par l'entrepreneur défaillant sera alors établi en déduisant de la soumission forfaitaire le montant des travaux restant à exécuter déterminé comme il est indiqué ci-dessus. Les sommes pouvant rester dues par le Maître d'Ouvrage, après application des clauses prévues au présent Cahier des Charges, seront réglées dans les conditions prévues aux articles 20 et 22 ci-avant.

Il est précisé, en ce qui concerne la retenue de garantie, que celle qui sera opérée sur le montant des travaux effectués par l'entrepreneur défaillant ne pourra en aucun cas garantir les travaux à effectuer par son successeur. Si une quelconque malfaçon apparaissait, le Maître d'Ouvrage assisté du Maître d'œuvre aura seul qualité pour déterminer à qui incombe la responsabilité en vue de l'imputation du coût de la réparation sur telle ou telle fraction de la retenue de garantie. Les frais d'expertise seront avancées par le Maître d'Ouvrage mais imputés sur les sommes restant dues à l'entrepreneur défaillant.

ARTICLE 30- RESILIATION AUX TORTS DE L'ENTREPRENEUR

Le marché de l'entrepreneur pourra être résilié de plein droit par le Maître d'Ouvrage avec mise en demeure préalable de 3 jours par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de :

- Manquement grave de l'entrepreneur à ses obligations notamment celles de nature à prolonger le délai global du chantier.
- Tentatives d'introduire sur le chantier des matériaux ou matériels d'origine frauduleuse ou ne répondant pas aux spécifications des documents du marché ou normes, le refus de justifier de la source d'approvisionnement, ainsi que le refus de produire les certificats d'essais et d'agrément.
- Refus d'obtempérer aux injonctions du Maître d'œuvre dans la reprise de travaux dont la qualité serait contestée.
- Sous-traitance non autorisée de cession partielle ou totale du marché.
- D'incapacité, de fraude, de tromperie grave et dûment constatée sur la qualité des matériaux ou la qualité d'exécution des travaux.
- Faillite, de liquidation judiciaire de l'entreprise ou le décès de l'entrepreneur ,à moins que le Maître d'Ouvrage n'accepte les offres de créanciers ou ayants droits de l'entrepreneur pour la continuation des travaux, étant entendu toutefois qu'il peut à toute époque signaler qu'il ne désire pas recevoir ces offres.
- Lorsque l'entrepreneur à abandonné le chantier pendant plus de deux jours (2) ouvrables ou retiré plus de la moitié de l'effectif nécessaire à l'exécution des travaux.

Le Maître de l'ouvrage pourra ordonner la poursuite des travaux par un autre entrepreneur de son choix.

Les dépenses supplémentaires, retards, indemnités données aux acquéreurs, etc. , tout préjudice subi par le Maître d'Ouvrage sera aux dépens de l'entrepreneur défaillant.

ARTICLE 31 - AUGMENTATION ET DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de modifier, dans les limites ci-après définies, certains articles, ouvrages qui y sont prévus, ceci sans que l'entrepreneur puisse prétendre à une variation des prix des autres articles de son bordereau.

En cas d'augmentation ou de diminution dans la masse des travaux, l'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation tant que l'augmentation ou la diminution, évaluée aux conditions initiales du marché, ne dépasse pas un quart du montant du marché dans le cas d'augmentation ou un cinquième dans le cas de diminution.

Si l'augmentation est plus du quart ou la diminution de plus du cinquième, l'entrepreneur à droit à la résiliation du marché, sans indemnité, à condition toutefois de l'avoir demandée par écrit dans le délai de un mois (1) à compter de la notification de l'ordre de service, dont l'exécution entraînerait l'augmentation ou la diminution en cause.

Si l'augmentation est de plus de quinze pour cent (15%) entre la remise de la soumission par l'entrepreneur et le début des travaux, le Maître d'Ouvrage a droit à la résiliation du marché sans indemnité pour l'entrepreneur.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de rediscuter des prix avec l'entreprise adjudicatrice ou avec toute autre entreprise de son choix.

ARTICLE 32 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

32.1 - Enregistrement

Le marché n'est pas soumis aux droits d'enregistrement.

32.2- Attribution de juridiction

En cas de litige, les tribunaux compétents sont ceux du lieu de la réalisation de l'ouvrage.

Ont lu et accepté le Cahier des Clauses Administratives Particulières

L'ENTREPRISE

A.....

Le.....

Cachet et signature précédée de la mention Lu et approuvé

MODELE DE SITUATION

ENTREPRISE....
LOT.....

MAIRIE DE THIVERVAL GRIGNON

A l'attention de Mr Le Maire
Grande Rue
78850 THIVERVAL GRIGNON

Chantier :

SITUATION N°...
Période :.....

MONTANT MARCHE.....
TX EN +.....
TX EN -.....
TOTAL.....

TRAVAUX EXECUTES A CE JOUR HT	: +
- RETENUE DE GARANTIE 5%.....	: -
- PRORATA 2%.....	: -
- SITUATION 1 HT.....	: -
- SITUATION N HT.....	: -
SITUATION DU MOIS HT.....	: =
TVA.....	: +
SITUATION TTC.....	: =